

---

# ***Astreinte ou droit au travail en prison?***

## **Réflexions sur les implications des articles 81 et 75 CPS**

NICOLAS QUELOZ<sup>\*\*</sup>

### **Sommaire**

#### Introduction

- I. Bref historique du travail en prison
- II. Pourquoi obliger les détenus au travail?
- III. L'obligation de travail entraîne-t-elle un droit *au* travail et un droit *du* travail en prison?
- IV. Difficultés actuelles de mise en œuvre de l'obligation de travail en prison
- V. Conclusion

### **Introduction**

*„Le travail, c'est la santé, rien faire, c'est la conserver.  
Les prisonniers du boulot, ne font pas de vieux os..."*

HENRI SALVADOR (1965)

«*L'Homme et son Droit*». Le détenu, son boulet et ses contraintes. Contrairement aux droits anglais, belge, danois, espagnol ou français, le droit pénal suisse maintient, y compris depuis la révision du droit des sanctions entrée en vigueur en 2007, une obligation ou «astreinte» au travail dans l'exécution des peines privatives de liberté. Le boulet et le boulot...

Cet idéal de la fin du 18<sup>e</sup> siècle – la resocialisation des détenus par le travail – est-il encore réaliste aujourd'hui?

L'objectif de notre contribution en l'honneur de MARCO BORGHI est précisément de nous interroger sur le sens de cette obligation de travail des détenus. Cette obligation a-t-elle pour corollaire de donner aux détenus un droit au travail alors qu'un tel droit n'est pas garanti dans la société libre?

Nous esquisserons d'une part les buts et les atouts, d'autre part les difficultés et les inconvénients de l'obligation de travail et du paradoxe

---

<sup>\*\*</sup> Ce texte a été publié in Zufferey J.B., Dubey J., Previtali A. (Eds.), *L'Homme et son droit, Mélanges en l'honneur de Marco BORGHI*, Ed. Schulthess, Genève/Zurich, 2011, pp. 443-454.

qu'elle crée sous l'angle du principe de «normalisation de la vie en détention», pour conclure sur les conditions de son applicabilité aujourd'hui.

## I. Bref historique du travail en prison

Comme nous le rappelle BAECHTOLD, on trouve la trace des travaux forcés, qui constituaient une véritable privation de liberté (exemple des esclaves romains condamnés aux travaux forcés et qui étaient enfermés et entravés) jusqu'à environ 1'000 avant Jésus Christ.

Mais les premières formes conséquentes et durables de la privation de liberté comme sanction pénale remontent seulement au milieu du 16<sup>e</sup> siècle de notre ère, avec la création des bagnes et autres maisons de travail et de correction: en Angleterre dès 1555, en Hollande, en Allemagne, puis en Suisse, où des «*Schallenhäuser*» ou «*Schellenwerke*», ont été créés entre 1614 et 1661 à Bâle, Berne, Fribourg, Zurich et St-Gall. «Les détenus logés dans ces installations étaient ... affectés essentiellement à des travaux «*extra muros*» pour l'entretien des voies publiques et pour l'évacuation des déchets» et on leur faisait porter des clochettes («*Schellen*») pour rendre plus difficile leur évasion<sup>1</sup>.

Cette combinaison de la privation de liberté et des travaux forcés était alors justifiée par des motifs économiques et idéologiques: «Il s'agissait, d'une part, de l'intérêt, propre au mercantilisme, de disposer d'une main d'œuvre à bon marché et, d'autre part, de s'inspirer de l'approche calviniste visant à combattre le «*péché d'oisiveté*»»<sup>2</sup>.

Le droit pénal moderne est encore plus récent puisque l'Ecole classique de droit pénal date de la seconde partie du 18<sup>e</sup> siècle, fondée sur les préceptes de MONTESQUIEU (*De l'esprit des lois*, 1748) et tout spécialement de CESARE BECCARIA, avec son célèbre fascicule paru en 1764 (*Dei delitti e delle pene*)<sup>3</sup>.

Dans le même souffle, les courants de réforme pénitentiaire, mouvement à la fois philanthropique et religieux, ont lutté pour la création de pénitenciers, afin que la détention remplace la peine de mort et qu'un *traitement pénitentiaire*, fondé particulièrement sur l'obligation de travail, soit mis en place pour éduquer, former et préparer les détenus à leur libération et à leur réinsertion sociale.

L'Anglais JOHN HOWARD, avec son ouvrage *The State of the Prisons in England and Wales*, paru en 1777, en est la figure de proue. En effet, HOWARD préconisait la construction de prisons modernes, avec des cellules individuelles pour prévenir toute «contagion criminogène», le travail obligatoire

---

<sup>1</sup> Baechtold, 2008, 15-16.

<sup>2</sup> *Ibidem*, 17.

<sup>3</sup> Cf. l'étude qu'y a consacrée Porret Michel, Beccaria. Le droit de punir, Paris 2003.

des prisonniers assorti d'une rémunération et la protection de la santé des détenus en leur offrant une alimentation et une hygiène adéquates<sup>4</sup>.

Le pénitencier d'Auburn, édifié dans l'Etat de New York en 1823, a été un modèle prisé de travail obligatoire en commun pendant la journée et de détention cellulaire individuelle la nuit.

Sur ces bases, c'est le modèle de l'Irlandais WALTER CROFTON (publié en 1851), préconisant un «système de paliers» dans l'exécution de la peine de détention, qui a le plus marqué le système carcéral suisse. En effet, de nombreux cantons ont introduit au 19<sup>e</sup> siècle le régime progressif d'exécution des peines privatives de liberté et ont fait ainsi figure de pionniers en Europe. CARL STOOSS s'en est inspiré (dans son projet de 1893) pour ancrer le système progressif dans le code pénal suisse, système qui est toujours en vigueur aujourd'hui et qui intègre l'obligation de travail, d'abord en milieu pénitentiaire, puis hors de l'établissement comme travail externe<sup>5</sup>. L'ouverture des colonies pénitentiaires agricoles de Witzwil (canton de Berne en 1895), de Bellechasse (canton de Fribourg en 1898) ou de la Plaine de l'Orbe (canton de Vaud en 1915) en sont des illustrations marquantes.

## II. Pourquoi obliger les détenus au travail?

Le bref historique ci-dessus nous permet de constater que *les sources* à l'origine du modèle de travail obligatoire dans les établissements d'exécution des peines privatives de liberté sont, dès la fin du 18<sup>e</sup> siècle, tout à la fois:

- religieuses (travail comme moyen de pénitence, que ce soit dans une perspective catholique, calviniste, quakeriste, etc.);
- philanthropiques (travail comme instrument de formation et de resocialisation: BECCARIA, HOWARD, BENTHAM);
- économiques (fruit de la révolution industrielle de 1750);
- et politiques (volonté réformatrice, voire progressiste et soucieuse de tourner la page des systèmes pénaux arbitraires de l'Ancien régime).

De ces diverses sources, nous pouvons en déduire que *les buts* du travail en prison sont également nombreux ou à plusieurs facettes. Cette obligation de travailler recouvre en effet diverses finalités:

1) une finalité *de formation et d'éducation* des détenus par ou grâce au travail: avec l'apprentissage non seulement de *savoirs faire*, mais aussi de *savoirs être*, c'est-à-dire d'une discipline du travail – et la Suisse est particuliè-

---

<sup>4</sup> Baechtold, 2008, 18.

<sup>5</sup> Cf. Niggli Marcel/Maeder Stefan, Philosophie des Schweizerischen Strafvollzugs – Eine Success Story unter politischem Druck, in Queloz Nicolas et al. (Eds.), Pressions publiques sur les prisons, Berne 2011, 63 ff.

rement marquée par l'éthique du travail – où la vie est rythmée essentiellement par les heures de travail (occupation structurante) et par la volonté du travail bien fait (production soignée et qui a du sens).

À cet égard, il est très positif que, depuis 2007, l'article 82 CPS ait clairement mis sur un pied d'égalité la formation et le perfectionnement des détenus avec l'obligation de travail en cours d'exécution de peine privative de liberté (art. 81 CPS) et que les heures de formation ou de perfectionnement soient considérées sans équivoque comme équivalentes à des heures de travail. Il est en effet important de maintenir (au moins) et si possible d'améliorer les capacités professionnelles et d'employabilité des personnes condamnées<sup>6</sup>.

2) La formation et l'éducation concourent au but essentiel de *resocialisation du détenu* (art. 75 al. 1 CPS), qui passe par l'acquisition de capacités à trouver et à réaliser un travail, comme moyen d'insertion professionnelle, économique (gagne pain) et sociale, voire qui tend à l'idéal de pouvoir se réaliser par son travail et, finalement, à prévenir la récidive (but de prévention spéciale).

Les Règles pénitentiaires européennes<sup>7</sup> et les normes suisses du CPS sont à cet égard éloquentes:

- «Le travail en prison doit être considéré comme un élément positif du régime carcéral et en aucun cas être imposé comme une punition» (RPE 26.1).
- «Les autorités pénitentiaires doivent ... procurer un travail suffisant et utile» (RPE 26.2).
- «Ce travail doit permettre, dans la mesure du possible, d'entretenir ou d'augmenter la capacité du détenu à gagner sa vie après sa sortie de prison» (RPE 26.2).
- «L'exécution de la peine privative de liberté doit améliorer le comportement social du détenu, en particulier son aptitude à vivre sans commettre d'infractions» (art. 75 al. 1 CPS) et le plan d'exécution de la peine doit porter notamment «sur la possibilité de travailler et d'acquérir une formation ou un perfectionnement» (art. 75 al. 3 CPS).

Ajoutons que la rémunération, qui est le fruit du travail accompli en exécution de peine, contribue également à la réinsertion sociale du condamné,

---

<sup>6</sup> Art. 81 al. 1 CPS: «Le détenu est astreint au travail. Ce travail doit correspondre, autant que possible, à ses aptitudes, à sa formation et à ses intérêts». Art. 82 CPS: «Le détenu doit, autant que possible, pouvoir acquérir une formation et un perfectionnement correspondant à ses capacités».

<sup>7</sup> Règles pénitentiaires européennes (RPE) selon la Recommandation Rec(2006)2 du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe du 11 janvier 2006.

soit comme petit capital de redémarrage en société<sup>8</sup>, soit parce que cette rémunération lui aura permis d'éponger une partie des dettes qu'il avait accumulées jusque là.

L'objectif de resocialisation des personnes condamnées «met ainsi à jour la relation entre l'État de droit et l'État social»<sup>9</sup>.

3) La finalité de *réparation*, d'abord de la faute commise (amendement), ensuite des torts causés à la victime (art. 75 al. 3 CPS) est plus récente dans le CPS (puisqu'elle y a été introduite en 1993 avec l'entrée en vigueur de la LAVI<sup>10</sup>), mais elle est assez ancienne dans l'histoire des pénalités (avec notamment la peine de compensation ou «*Wergeld*» du droit romain germanique au 6<sup>e</sup> siècle av. J.C.). L'obligation de travail en détention peut donc également servir ce but de réparation des dommages causés par les actes de délinquance.

4) L'objectif de *normalisation de la vie en détention* est plus récent encore, puisqu'il est inscrit à l'art. 75 CPS qui est entré en vigueur en 2007. Sous l'angle du travail des détenus, cet objectif est exprimé ainsi par les Règles pénitentiaires européennes:

«L'organisation et les méthodes de travail dans les prisons doivent se rapprocher autant que possible de celles régissant un travail analogue hors de la prison, afin de préparer les détenus aux conditions de la vie professionnelle normale» (RPE 26.7).

Sur ce point, BAECHTOLD relève un paradoxe: dans la vie hors des prisons, personne n'est astreint à un travail (comme le prescrit, dans les prisons, l'art. 81 CPS) et personne n'a un droit à ce qu'on lui fournisse du travail, alors qu'une conséquence, dans les prisons, de l'art. 81 CPS, est que les établissements pénitentiaires sont tenus de fournir un travail aux détenus. Selon BAECHTOLD, la normalisation de la vie en détention devrait aboutir à ce que les détenus doivent postuler ou être candidats à un travail, qu'ils obtiendraient en fonction de leurs capacités, expériences et motivation<sup>11</sup>. C'est l'expérience qu'a tentée par exemple le droit espagnol (depuis la Constitution de 1978<sup>12</sup>) et, à une plus modeste échelle, la direction de l'établissement de détention «Bellevue» à Gorgier (canton de Neuchâtel).

---

<sup>8</sup> Art. 83 al. 2 CPS: «Pendant l'exécution de la peine, le détenu ne peut disposer librement que d'une partie de sa rémunération. L'autre partie constitue un fonds de réserve dont il disposera à sa libération.»

<sup>9</sup> Engin Enver/Gökçeoglu Balci Sebnem, 2011, 17.

<sup>10</sup> LAVI: loi fédérale sur l'aide aux victimes d'infractions, du 4.10.1991, entrée en vigueur le 1.01.1993, qui a fait l'objet d'une révision du 23.03.2007, entrée en vigueur le 1.01.2009 (RS 312.5).

<sup>11</sup> Baechtold, 2008, 171. Voir également le point III. ci-dessous.

<sup>12</sup> Cf. point III. ci-dessous (droit au travail en prison?).

5) Egalement introduite en 2007 à l'art. 75 CPS, l'obligation faite aux autorités de la justice pénale de «*combattre les effets nocifs de la privation de liberté*» a pour conséquence que l'obligation de travail en exécution de peine doit avoir pour but de diminuer l'impact de la «*prisonisation*», à condition bien sûr, nous tenons à le souligner, que le travail auquel est astreinte la personne détenue ait du sens et une visée formatrice.

6) Du point de vue du système pénitentiaire lui-même:

- il faut rappeler que l'obligation de travail des détenus est d'abord utile à la *gestion de l'ordre et de la discipline* dans les prisons: «il a été constaté par plusieurs études que ... les détenus employés dans les ateliers s'adaptaient en effet mieux à la vie en établissement que les détenus maintenus dans l'oisiveté»<sup>13</sup>;
- ensuite, que la question de la *productivité et de la rentabilité économiques* du travail obligatoire en détention peut entrer en conflit avec les besoins et les intérêts des détenus:
  - ne pas viser du tout d'objectif de rentabilité ou de succès économique, peut aboutir notamment à astreindre les détenus à un travail purement occupationnel, répétitif, non formateur et démotivant;
  - en revanche, vouloir viser des seuils élevés de rendement voire de profit, engendre des risques de compétition et de fortes disparités de résultats et de gains, ce qui peut également aller à l'encontre des aptitudes et des objectifs de formation et de mise en confiance des détenus<sup>14</sup>.

### III. L'obligation de travail entraîne-t-elle un droit au travail et un droit du travail en prison ?

Pour les raisons développées ci-dessus, le travail en cours d'exécution de peine privative de liberté continue donc d'être obligatoire en Suisse (comme d'ailleurs en Allemagne ou en Italie). Il importe de relever que cette astreinte au travail ne va à l'encontre ni de la Convention de l'OIT relative au travail forcé ou obligatoire<sup>15</sup>, ni de la CEDH<sup>16</sup>, ni du Pacte II ONU<sup>17</sup>.

---

<sup>13</sup> Vallotton/Viredaz, 2009, § 7, 808.

<sup>14</sup> Soulignés par les art. 81 al. 1, 2<sup>ème</sup> phrase et 82 CPS (cf. ci-dessus note 6).

<sup>15</sup> Convention no 29 concernant le travail forcé ou obligatoire (du 28.06.1930, RS 0.822.713.9). Article 2 ch. 2 lit. c: n'est pas considéré comme travail forcé ou obligatoire tout «travail ou service exigé d'un individu comme conséquence d'une condamnation prononcée par une décision judiciaire, à la condition que ce travail ou service soit exécuté sous la surveillance et le contrôle des autorités publiques et que ledit individu ne soit pas concédé ou mis à la disposition de particuliers, compagnies ou personnes morales privées».

<sup>16</sup> Article 4 ch. 3 lit. a CEDH (du 4.11.1950, RS 0.101): n'est pas considéré comme travail forcé ou obligatoire «tout travail requis normalement d'une personne soumise à la détention dans les conditions prévues par l'art. 5 de la présente Convention».

<sup>17</sup> Pacte international relatif aux droits civils et politiques (du 16.12.1966, RS 0.103.2). Article 8 ch. 3: «a) Nul ne sera astreint à accomplir un travail forcé ou obligatoire. b) (...) c) N'est

Deux questions émergent de cette obligation de travail en détention: celle-ci engendre-t-elle pour les personnes détenues 1) un droit *au* travail? et 2) la protection du droit *du* travail?

1) En ce qui concerne le droit *au* travail des détenus:

- il est reconnu depuis 1978 par l'article 25 ch. 2 de la Constitution espagnole, qui a aboli le travail obligatoire en prison: «Les peines privatives de liberté et les mesures de sécurité sont orientées vers la rééducation et la réinsertion sociale et elles ne peuvent consister en travaux forcés. Le condamné à une peine de prison, accomplissant celle-ci, jouit des droits fondamentaux du présent chapitre, à l'exception de ceux qui sont expressément limités par le contenu de la sentence qui l'a condamné, le sens de la peine et la loi pénitentiaire. En tout cas, il a droit à un travail rémunéré et aux prestations correspondantes de la sécurité sociale». Toutefois, il est vrai que les réalités, aussi bien économiques que carcérales, rendent ce droit au travail bien plus théorique que pratique.
- Comme relevé par BAECHTOLD<sup>18</sup>, il serait plus conforme au principe de la normalisation de la vie en détention «de supprimer l'obligation de travailler et ... de donner au détenu (à l'instar de ce qui prévaut à l'extérieur) la possibilité d'offrir ses services pour une place de travail dans l'établissement. A l'heure actuelle, ce pallier n'a été franchi que par très peu de pays (par exemple la France et l'Espagne)»<sup>19</sup>.
- Cependant, supprimer l'obligation de travail en détention ne signifie pas encore accorder un droit au travail. Tout dépend de la reconnaissance d'un tel droit dans l'Etat considéré. À cet égard, la Suisse, y compris dans la Constitution fédérale de 1999, a continué de *ne pas garantir ce droit social* (comme d'autres encore). Le droit au travail ou le droit à la formation «figurent dans la constitution sous la rubrique des buts sociaux dépourvus d'applicabilité directe»<sup>20</sup> (art. 41 Cst. féd.).
- La Suisse a pourtant ratifié le Pacte I ONU, dont l'article 6 ch. 1 garantit le droit au travail et engage les Etats parties à prendre «des mesures appropriées pour sauvegarder ce droit»<sup>21</sup>. Malgré cela, dans «sa jurisprudence, constante mais critiquable, le Tribunal fédéral considère que, tels qu'ils sont consacrés dans le Pacte I, les droits économiques et sociaux ne sont pas directement applicables...»<sup>22</sup>. Or, «l'argument «technique» lié à

---

pas considéré comme «travail forcé ou obligatoire» au sens du présent paragraphe: i) Tout travail ou service (...) normalement requis d'un individu qui est détenu en vertu d'une décision de justice régulière.

<sup>18</sup> Cf. point II. ci-dessus.

<sup>19</sup> Baechtold, 2008, 171.

<sup>20</sup> Auer/Malinverni/Hottelier, 2006, vol. II, § 945.

<sup>21</sup> Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (du 16.12.1966, RS 0.103.1) en vigueur en Suisse depuis le 18.09.1992.

<sup>22</sup> Auer/Malinverni/Hottelier, 2006, vol. II, § 945.

la justiciabilité des seuls droits civils et politiques est ... fallacieux car il n'est plus sérieusement possible d'affirmer que les droits sociaux, en raison de leur soi-disant «nature» particulière, ne pourraient pas être invoqués en justice directement par un citoyen se plaignant de leur violation»<sup>23</sup>.

- La réponse à cette première question a donc le seul mérite de la clarté: les citoyen-ne-s suisses ne bénéficiant pas d'un droit au travail, ce n'est pas parce que les personnes détenues sont astreintes au travail qu'elles peuvent prétendre à un droit au travail. Finalement, ce que nous appellerons le «paradoxe de BAECHTOLD» est en partie infirmé: du point de vue de l'absence de droit au travail, le principe de normalisation de la vie en détention est respecté...

2) Quant à la seconde question, elle a trait au droit *du* travail pour les détenus:

- En théorie tout au moins, «en matière de droits attachés aux travailleurs détenus», les lois prévoient un même contrat de travail à l'intérieur qu'à l'extérieur des prisons en Espagne et en Italie, des «congrés payés indemnisés (Allemagne, Espagne)», les droits syndicaux (Italie) ou des «compétences identiques des services d'inspection du travail (Allemagne, Italie, Angleterre, Espagne)»<sup>24</sup>.
- En Suisse, sans entrer dans tous les détails du droit du travail et des assurances sociales, nous mentionnerons simplement que le travail en détention *n'est pas considéré comme une «activité lucrative»* par l'OFAS. En effet, «sont réputées personnes sans activités lucrative ... les détenus ... qui, durant leur séjour dans l'établissement, n'ont aucun revenu d'une activité lucrative, ni au service d'un tiers, ni au service de l'établissement lui-même. La rémunération au sens de l'article 83 CP n'est pas considérée comme le produit d'un travail»<sup>25</sup>.
- La réponse à cette seconde question a, elle aussi, un caractère péremptoire: les personnes détenues astreintes au travail dans les établissements pénitentiaires y travaillent dans des conditions exorbitantes du droit commun.

---

<sup>23</sup> Borghi/Previtali, 2010, 66.

<sup>24</sup> Rambaud, 2010, 163.

<sup>25</sup> Office fédéral des assurances sociales (OFAS), Directives (DIN) sur les cotisations des travailleurs indépendants et des personnes sans activité lucrative dans l'AVS, l'AI et l'APG, Berne, valables dès le 1.01.2008, état au 1.01.2011, no 2031.



#### IV. Difficultés actuelles de mise en œuvre de l'obligation de travail en prison

Le nouveau droit des sanctions (entré en vigueur en 2007) a maintenu l'obligation ou l'astreinte au travail en détention (art. 81 CPS). Le détenu qui se soustrait à cette obligation peut être sanctionné<sup>26</sup>. Cela ne va pas sans poser un certain nombre de problèmes pratiques et les professionnels du monde pénitentiaire reconnaissent qu'il devient bien difficile de réaliser les buts assignés à cette obligation de travail et que nous venons d'énoncer ci-dessus.

1) Un premier cercle de difficultés tient au champ d'application légal de l'astreinte au travail en détention. De quel type de détention s'agit-il ? Et sa durée a-t-elle un impact sur l'obligation (ou non) de travailler en prison ?

- L'article 81 CPS, qui énonce clairement l'astreinte au travail, concerne la *phase d'exécution des peines privatives de liberté*<sup>27</sup>. Il s'agit bien de la période où le détenu, qui a été condamné, purge sa peine de détention.
- Qu'en est-il alors de la *phase de détention avant jugement*<sup>28</sup> ? L'interprétation *a contrario* de l'art. 81 CPS signifie que les personnes prévenues ou accusées (donc non condamnées) ne sont pas astreintes à un travail. L'art. 235 al. 5 CPP laisse toutefois aux cantons la faculté de régler «les droits et les obligations des prévenus en détention» et, dans la pratique, il est fréquent – et d'ailleurs souvent apprécié non seulement du personnel, mais également des détenus eux-mêmes – non pas que le travail soit obligatoire, mais que les personnes en détention avant jugement puissent se procurer un travail à l'intérieur de l'établissement<sup>29</sup>.
- Dans le cadre de l'exécution des courtes peines privatives de liberté (de 6 mois à 1 an) sous la forme de la «*semi-détention*» (art. 77b CPS), le «détenu continue à travailler ou à se former à l'extérieur de l'établissement»<sup>30</sup> et passe ses heures de loisirs et de repos en détention.

---

<sup>26</sup> Art. 91 al. 1 CPS: «Les détenus ... qui contreviennent de manière fautive aux prescriptions ou au plan d'exécution encourent des sanctions disciplinaires». Cela donne au travail «une connotation punitive à laquelle de nombreux pays préfèrent désormais une approche plus contractuelle» (Vallotton/Viredaz, 2009, § 8, 808).

<sup>27</sup> Titre 4 de la partie générale du CPS.

<sup>28</sup> A savoir de la «détention provisoire», qui «commence au moment où le tribunal des mesures de contrainte l'ordonne et s'achève lorsque l'acte d'accusation est notifié au tribunal de première instance» (art. 220 al. 1 CPP) et la «détention pour des motifs de sûreté», qui «commence lorsque l'acte d'accusation est notifié au tribunal de première instance et s'achève lorsque le jugement devient exécutoire» (art. 220 al. 2 CPP).

<sup>29</sup> Dans «des limites compatibles avec la bonne marche de la prison, avec l'autorisation du magistrat ou de la magistrate compétent-e»: art. 22 al. 2 du Règlement des prisons du canton de Fribourg (du 12.10.2006, RSF 341.2.11).

<sup>30</sup> La formulation de l'art. 77b CPS («le détenu *continue* à travailler», „Der Gefangene *setzt* ... seine Arbeit ... *fort*“, „Il detenuto *continua* a lavorare“) est emblématique: le législateur *continue* de postuler qu'en Suisse les condamnés conservent leur emploi et n'ont pas de problème de chômage!

- Le travail externe et la détention la nuit ou les jours de repos caractérisent également la phase de la «*semi-liberté*» (art. 77a CPS), à savoir celle où le détenu a déjà subi au moins la moitié de sa peine. Dans le régime progressif, cette phase de «*semi-liberté*» précède généralement la libération conditionnelle. Relevons l'alinéa 2 *in fine* de l'art. 77a CPS, qui prescrit que les «travaux ménagers et la garde des enfants sont considérés comme travail externe».
- Pour les personnes condamnées à des *mesures résidentielles à des fins thérapeutiques ou socio-éducatives*<sup>31</sup>, l'art. 90 al. 3 CPS prévoit qu'elles doivent être incitées à travailler «pour autant que le traitement institutionnel ou les soins le requièrent ou le permettent».

On constate donc que des problèmes pratiques peuvent provenir du fait que l'obligation de travail ne concerne pas toutes les formes de détention d'une part, et que la cohabitation existe, au sein d'un même établissement, entre des détenus «ordinaires» et des détenus souffrant de «troubles mentaux» et condamnés à un traitement institutionnel effectué dans un établissement pénitentiaire<sup>32</sup>.

2) Le second cercle de difficultés a trait à ce défi considérable exprimé ainsi par un responsable d'atelier au sein d'un établissement pénitentiaire: «*Trouver des emplois adéquats n'est pas une mince affaire...*»<sup>33</sup>. Cette «quadrature du cercle» est due à plusieurs raisons, notamment:

- à la forte compétitivité économique dans la société actuelle, qui impose aux établissements pénitentiaires des pressions sur les prix, sur les délais, ainsi que l'obligation de trouver des «marchés de niche» ou des offres diversifiées et originales;
- aux difficultés vécues par les détenus eux-mêmes, dont le niveau scolaire et de formation est généralement bas, voire très bas;
- cette situation s'est encore aggravée ces dernières années avec la grande hétérogénéité de la population carcérale: diversité des nationalités, des cultures, religions, langues, etc.
- à l'augmentation du nombre de détenus souffrant de problèmes psychiques<sup>34</sup>,

---

<sup>31</sup> Il s'agit du traitement des troubles mentaux (art. 59 CPS), des addictions (art. 60 CPS) et des jeunes adultes (art. 61 CPS).

<sup>32</sup> Comme l'a malencontreusement prévu l'art. 59 al. 3 CPS. Nous sommes d'accord avec Marianne Heer (Stationäre therapeutische Massnahmen nach der Revision des AT-StGB, in Queloz Nicolas et al., *Prison-asile?*, 2008, 129-133), qui estime que cette disposition, qui admet la cohabitation de détenus «normaux» et de détenus «malades» dans un même établissement, risque de mettre en péril l'application effective du système dualiste des peines et des mesures prévu en Suisse par l'art. 57 CPS.

<sup>33</sup> Enquête menée par l'Office fédéral de la justice auprès de 20 établissements dans toutes les régions linguistiques de la Suisse, in *Bulletin d'informations sur l'exécution des peines et mesures*, *Le travail en milieu carcéral*, Berne, 1/2010.

<sup>34</sup> Cf. Queloz Nicolas et al., *Prison-asile?*, 2008.

- au vieillissement de la population carcérale, qui fait qu'un nombre croissant de détenus a (et aura) des difficultés à accomplir les tâches quotidiennes et les travaux obligatoires en prison<sup>35</sup>;
- aux problèmes croissants de conflits, voire de violence entre détenus et, par conséquent, de sécurité dans les établissements;
- récemment, les pressions, voire l'obsession sécuritaires<sup>36</sup> ont également réduit les possibilités de mettre en place des formes novatrices de travail et de formation dans les prisons;
- tout ceci entraîne à la fois de moins bonnes dispositions à la performance du côté des détenus et, du côté des établissements, des exigences croissantes d'encadrement à la fois socio-professionnel et de surveillance, ce qui engendre des coûts conséquents.
- Pour les détenus désireux de trouver un travail formateur, le choix du type de travail peut être parfois très restreint, en particulier selon la taille des établissements; dans certains cas, le travail obligatoire peut alors être ingrat, peu gratifiant, purement occupationnel, mal rémunéré et – nous l'avons vu ci-dessus<sup>37</sup> – sans les protections que le droit du travail assure dans la société libre<sup>38</sup>.

## V. Conclusion

*„Goutte à goutte, l'eau creuse la pierre...“*  
Proverbe africain

Nous avons examiné ce que sont aujourd'hui à la fois les atouts et les difficultés de l'astreinte au travail en cours d'exécution de peine privative de liberté.

Les défis sont importants et nous ne souhaitons pas que l'obligation de travail des détenus aboutisse finalement à les astreindre, pour un grand nombre d'entre eux, à des «travaux d'intérêt général occupationnels» en détention, non seulement à l'intérieur des établissements (cuisine, nettoyage, buanderie et lingerie, etc.), mais aussi hors les murs (travaux agricoles, réparation de routes ou évacuation des déchets comme au temps des «*Schellenwerke*» au 17<sup>e</sup> siècle).

---

<sup>35</sup> En 2008, 11.2% des personnes incarcérées en Suisse étaient âgées de plus de 50 ans et 2.9% de plus de 60 ans: ces pourcentages (qui ont déjà fortement augmenté entre 1984 et 2008) vont encore s'accroître sous l'effet du prononcé de peines privatives de liberté de longue durée et des mesures d'internement. Cf. Baumeister/Keller, *Alt werden im Straf- und Massnahmenvollzug*, Zürcher Hochschule für Soziale Arbeit, April 2011.

<sup>36</sup> Cf. Queloz Nicolas et al., *Pressions publiques sur les prisons: la sécurité à tout prix?*, 2011.

<sup>37</sup> Au point III.

<sup>38</sup> Toutefois, en France, où l'obligation de travail en détention a été abolie en 1987, la situation est aussi bien archaïque que dramatique selon Rambaud, 2010.

«Le travail pénitentiaire n'a ... pas encore achevé sa mue dans le nouveau droit suisse...»<sup>39</sup>. Tel est bien l'un des enseignements majeurs de notre analyse. Et voilà pourquoi nous en appelons à la sage et solide persévérance du proverbe africain mis en exergue ci-dessus.

Le sens de ce proverbe ne va certainement pas déplaire à Marco Borghi, auquel nous sommes heureux de dédier cette contribution, lui qui a patiemment développé la théorie systémique des droits de l'homme et maintes fois remis l'ouvrage sur le métier pour en affirmer l'indivisibilité et viser à en accroître l'effectivité, notamment pour les personnes les plus vulnérables de la société. «... sous prétexte d'une différence de structure entre les droits sociaux, économiques et culturels et les droits civils et politiques ... l'éternel débat concernant la concrétisation du principe d'indivisibilité ... est loin d'être clos»<sup>40</sup>.

## Bibliographie

AKSOY RÉTORNAZ EMINE EYLEM, La sauvegarde des droits de l'homme dans l'exécution de la peine privative de liberté, notamment en Suisse et en Turquie, Genève 2011; AUER ANDREAS, MALINVERNI GIORGIO, HOTTELIER MICHEL, Droit constitutionnel suisse, Berne 2006; BAECHTOLD ANDREA, Exécution des peines, Berne 2008; BORGHI MARCO, Société civile et effectivité des droits de l'homme, in BORGHI MARCO, MEYER-BISCH PATRICE (Ed.), Société civile et indivisibilité des droits de l'homme, Fribourg 2000, 377-405; BORGHI MARCO, PREVITALI ADRIANO, L'effectivité des droits de l'homme et les assurances sociales, in RIEMER-KAFKA GABRIELA, RUMO-JUNGO ALEXANDRA (Hrsg.), Soziale Sicherheit – Soziale Unsicherheit, Festschrift für Erwin Murer, Bern 2010, 63-99; ENGIN ENVER, GÖKÇEOĞLU BALCI SEBENEM, Recrutement d'anciens condamnés en droit turc au regard des politiques de prévention de la criminalité, *Revue Suisse de Criminologie*, 2011, 1, 16-22; QUELOZ NICOLAS, SENN ARIANE, BROSSARD RAPHAËL (EDS.), Prison-asile? La problématique des détenus souffrant de troubles psychiques – Gefängnis als Klinik? Zur Problematik psychisch auffälliger Insassen im Freiheitsentzug, Berne 2008; QUELOZ NICOLAS, LUGINBÜHL ULRICH, SENN ARIANE, MAGRI SARRA (EDS.), Pressions publiques sur les prisons: la sécurité à tout prix? – Druck der Öffentlichkeit auf die Gefängnisse: Sicherheit um jeden Preis? Berne 2011; RAMBAUD GONZAGUE, Le travail en prison, Enquête sur le business carcéral, Paris 2010; VALLOTTON ANDRÉ, VIREDAZ BAPTISTE, Art. 81 CPS, in ROTH ROBERT/MOREILLON LAURENT, Code pénal I, Commentaire romand, Bâle 2009, 806-810.

---

<sup>39</sup> Vallotton/Viredaz, 2009, § 20, 810.

<sup>40</sup> Borghi Marco, 2000, 379.